

C-387

First Session, Thirty-eighth Parliament,
53-54 Elizabeth II, 2004-2005

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

BILL C-387

An Act to amend the Competition Act (investigations
by Commissioner and class proceedings) and to
make a related amendment to another Act

First reading, May 12, 2005

C-387

Première session, trente-huitième législature,
53-54 Elizabeth II, 2004-2005

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

PROJET DE LOI C-387

Loi modifiant la Loi sur la concurrence (enquêtes du
commissaire et recours collectifs) et une autre loi
en conséquence

Première lecture le 12 mai 2005

MR. MARTIN (*Winnipeg Centre*)

M. MARTIN (*Winnipeg-Centre*)

SUMMARY

This enactment provides for the Commissioner of Competition to cause an inquiry to be made on application by one hundred or more persons who are of the opinion that there exists in any sector of the Canadian economy any arrangement, consultation or relationship that may constitute an offence under the *Competition Act*.

The enactment also provides for class actions for compensation by those who, in common circumstances, suffer loss as a result of a contravention of certain provisions of the Act, and provides the process for such actions.

SOMMAIRE

Le texte autorise le commissaire à la concurrence à faire tenir une enquête à la demande d'au moins cent personnes qui estiment qu'un arrangement, une consultation ou une relation dans un secteur donné de l'économie canadienne peut constituer une infraction à la *Loi sur la concurrence*.

Il permet aussi l'exercice de recours collectifs lorsque des personnes ont subi, dans des circonstances semblables, une perte imputable à une infraction à cette loi et prévoit la procédure à suivre à cette fin.

All parliamentary publications are available on the
Parliamentary Internet Parlementaire
at the following address:

<http://www.parl.gc.ca>

Toutes les publications parlementaires sont disponibles sur le
réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire »
à l'adresse suivante :

<http://www.parl.gc.ca>

HOUSE OF COMMONS OF CANADA

CHAMBRE DES COMMUNES DU CANADA

BILL C-387

PROJET DE LOI C-387

An Act to amend the Competition Act (investigations by Commissioner and class proceedings) and to make a related amendment to another Act

Loi modifiant la Loi sur la concurrence (enquêtes du commissaire et recours collectifs) et une autre loi en conséquence

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

R.S., c. C-34;
R.S., c. 19
(2nd Supp.),
s. 19

COMPETITION ACT

LOI SUR LA CONCURRENCE

L.R., ch. C-34;
L.R., ch. 19
(2^e suppl.),
art. 19

1. Section 1.1 of the *Competition Act* is replaced by the following:

1. L'article 1.1 de la *Loi sur la concurrence* est remplacé par ce qui suit :

Purpose of Act

1.1 The purpose of this Act is

1.1 La présente loi a pour objet :

Objet

(a) to maintain and encourage competition in Canada in order to

a) de préserver et de favoriser la concurrence au Canada dans le but :

(i) promote the efficiency and adaptability of the Canadian economy, 10

(i) de stimuler l'adaptabilité et l'efficacité de l'économie canadienne, 10

(ii) expand opportunities for Canadian participation in world markets while at the same time recognizing the role of foreign competition in Canada,

(ii) d'améliorer les chances de participation canadienne aux marchés mondiaux tout en tenant simultanément compte du rôle de la concurrence étrangère au Canada, 15

(iii) ensure that small and medium-sized enterprises have an equitable opportunity to participate in the Canadian economy, and 15

(iii) d'assurer à la petite et à la moyenne entreprise une chance honnête de participer à l'économie canadienne,

(iv) provide consumers with competitive prices and product choices; 20

(iv) d'assurer aux consommateurs des prix compétitifs et un choix dans les produits; 20

(b) to provide for the investigation of allegations that certain orders have been breached or that offences have been or are about to be committed;

b) de prévoir la tenue d'enquêtes lorsqu'il est allégué que certaines ordonnances ne sont pas respectées ou que des infractions ont été perpétrées ou sont sur le point de l'être; 25

(c) to provide for inquiries to be made into competition in a specified sector of the Canadian market in order to determine the state of competition in that sector; and 25

c) de prévoir la tenue d'enquêtes sur la concurrence dans un secteur donné du

(d) to allow for class proceedings to be taken against those who contravene this Act by those who suffer loss as a result of the contravention.

marché canadien en vue de déterminer l'état de la concurrence dans ce secteur;

d) de permettre aux victimes d'une infraction à la présente loi qui ont subi une perte d'exercer un recours collectif contre l'auteur de l'infraction.

2. Section 9 of the Act is amended by adding the following after subsection (2):

2. L'article 9 de la même loi est modifié par adjonction, après le paragraphe (2), de ce qui suit :

Lack of competition

(3) Any person resident in Canada who is not less than eighteen years of age and who is of the opinion that there exists, in any sector of the Canadian economy or with respect to the supply of any goods or services in Canada, any arrangement, consultation or relationship that may constitute an offence under Part VI or VII may apply to the Commissioner for an inquiry into the matter.

(3) Toute personne résidant au Canada et âgée d'au moins dix-huit ans peut demander au commissaire de procéder à une enquête si elle est d'avis que, dans un secteur de l'économie canadienne ou relativement à la fourniture de biens ou de services au Canada, un arrangement, une consultation ou une relation peut constituer une infraction aux parties VI ou VII.

Absence de concurrence

3. (1) Subsection 10(1) of the Act is replaced by the following:

3. (1) Le paragraphe 10(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Inquiry by Commissioner

10. (1) The Commissioner shall cause an inquiry to be made into all such matters as the Commissioner considers necessary to inquire into with the view of determining the facts

10. (1) Le commissaire fait étudier, dans l'un ou l'autre des cas suivants, toute question qui, d'après lui, nécessite une enquête en vue de déterminer les faits :

Enquête par le commissaire

(a) on receiving an application made under subsection 9(1);

a) sur réception d'une demande faite en vertu du paragraphe 9(1);

(b) on receiving one hundred or more applications made under subsection 9(3) that relate to the same set of circumstances;

b) sur réception de cent demandes ou plus présentées en vertu du paragraphe 9(3) qui concernent les mêmes faits;

(c) whenever the Commissioner has reason to believe that

c) chaque fois qu'il a des raisons de croire :

(i) a person has contravened an order made pursuant to section 32, 33 or 34, or Part VII.1 or VIII,

(i) soit qu'une personne a contrevenu à une ordonnance rendue en application des articles 32, 33 ou 34, ou des parties VII.1 ou VIII,

(ii) grounds exist for the making of an order under Part VII.1 or VIII,

(ii) soit qu'il existe des motifs justifiant une ordonnance en vertu des parties VII.1 ou VIII,

(iii) an offence under Part VI or VII has been or is about to be committed, or

(iii) soit qu'une infraction visée aux parties VI ou VII a été perpétrée ou est sur le point de l'être,

(iv) there exists in any sector of the Canadian economy or with respect to the supply of any goods or services in Canada any arrangement, consultation or relationship that may constitute an offence under Part VI or VII; or

(iv) soit qu'il existe dans un secteur de l'économie canadienne ou relativement à la fourniture de biens ou de services au Canada un arrangement, une consultation

(d) whenever directed by the Minister to inquire whether any of the circumstances described in subparagraphs (c)(i) to (iv) exists.

ou une relation qui peut constituer une infraction aux parties VI ou VII;

d) chaque fois que le ministre lui ordonne de déterminer au moyen d'une enquête si l'un des faits visés aux sous-alinéas c)(i) à (iv) existe.

(2) Subsection 10(3) of the Act is replaced by the following:

(2) Le paragraphe 10(3) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Inquiries to be in private

(3) Subject to subsection (4), all inquiries under this section shall be conducted in private.

(3) Sous réserve du paragraphe (4), les enquêtes visées au présent article sont conduites en privé.

Enquêtes en privé

Exception

(4) An inquiry under paragraph (1)(b) or subparagraph (1)(c)(iv) shall be conducted in public, unless the Commissioner is satisfied that the inquiry or a part of it should be conducted in private on the grounds that, in the circumstances,

(4) L'enquête visée à l'alinéa (1)b) ou au sous-alinéa (1)c)(iv) est publique, sauf si le commissaire est convaincu qu'elle devrait être conduite en totalité ou en partie en privé parce que, dans les circonstances :

Exception

- (a) holding it in public would create a significant risk of unjustifiable and unnecessary damage to private interests; and
- (b) holding the inquiry or a part of it in private would not be prejudicial to the public interest.

- a) il y aurait autrement un grand risque de causer à des intérêts privés un préjudice injustifiable et inutile;
- b) la conduite en totalité ou en partie de l'enquête en privé ne nuirait pas à l'intérêt public.

4. The portion of subsection 36(1) of the Act before paragraph (a) is replaced by the following:

4. Le passage du paragraphe 36(1) de la même loi précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

Recovery of damages

36. (1) Any person who, as an individual or as a class member in a proceeding under Part IV.1, has suffered loss or damage as a result of

36. (1) Toute personne qui, à titre individuel ou à titre de membre d'un groupe dans un recours collectif en vertu de la partie IV.1, a subi une perte ou des dommages par suite :

Recouvrement de dommages-intérêts

5. The Act is amended by adding the following after section 36:

5. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 36, de ce qui suit :

PART IV.1

PARTIE IV.1

CLASS PROCEEDINGS

RECOURS COLLECTIFS

Right to commence class proceedings

36.1 An action may be commenced, in accordance with this Part and the rules established under paragraph 46(1)(a.1) of the *Federal Courts Act*,

36.1 Une action peut être intentée conformément à la présente partie et aux règles établies en vertu de l'alinéa 46(1)a.1) de la *Loi sur les Cours fédérales* :

Droit d'intenter un recours collectif

	(a) in the name of one or more persons who have made an application under subsection 9(3); or (b) as a class proceeding on behalf of a class of such persons.	5	a) soit au nom des personnes qui ont présenté une demande en vertu du paragraphe 9(3) ou de l'une d'elles; b) soit par recours collectif au nom du groupe de personnes visées à l'alinéa a).	5
Definitions	36.2 The definitions in this section apply in this Part.		36.2 Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente partie.	Définitions
"certification order" « ordonnance de certification »	"certification order" means an order certifying a proceeding as a class proceeding.		« certifié » Se dit de l'instance certifiée comme un recours collectif.	« certifié » "certified"
certified" « certifié »	"certified", in respect of a proceeding, means certified as a class proceeding.	10	« Cour » La Cour fédérale. « défendeur » S'entend en outre d'un intimé.	10 « Cour » "Court" « défendeur » "defendant"
"class member" « membre du groupe »	"class member" means a member of a class of persons on whose behalf a proceeding that is certified as a class proceeding is commenced or otherwise conducted.	15	« membre du groupe » Membre d'un groupe de personnes au nom desquelles un recours collectif certifié est intenté ou en instance.	« membre du groupe » "class member"
"class proceeding" « recours collectif »	"class proceeding" means a proceeding certified as a class proceeding under this Part.		« membre éventuel du groupe » Dans le cas d'une instance non encore certifiée comme un recours collectif, personne qui sera membre du groupe si l'instance est certifiée.	15 « membre éventuel du groupe » "prospective class member"
"common issue" « question commune »	"common issue" means (a) a common but not necessarily identical issue of fact; or (b) a common but not necessarily identical issue of law that arises from common but not necessarily identical facts.	20 25	« ordonnance de certification » Ordonnance certifiant une instance comme recours collectif. « parties à une transaction » Personnes qui sont parties à une transaction dans une instance en vertu de la présente partie.	20 « ordonnance de certification » "certification order" « parties à une transaction » "settlement class"
"Court" « Cour »	"Court" means the Federal Court.		« question commune » Selon le cas : a) une question de fait commune mais pas nécessairement identique; b) une question de droit commune mais pas nécessairement identique, découlant de faits communs mais pas nécessairement identiques.	25 « question commune » "common issue"
"defendant" « défendeur »	"defendant" includes a respondent.			
"prospective class member" « membre éventuel du groupe »	"prospective class member", in respect of a proceeding that has not yet been certified as a class proceeding, means a person who will be a class member if the proceeding is certified.	30	« recours collectif » Instance certifiée comme recours collectif en vertu de la présente partie.	« recours collectif » "class proceeding"
"representative plaintiff" « représentant des demandeurs »	"representative plaintiff" means a person who is appointed under this Act as the representative plaintiff for a class or subclass in respect of a class proceeding.	35	« règles » Règles établies en vertu de l'alinéa 46(1)a.1) de la Loi sur les Cours fédérales.	35 « règles » "rule"
"rule" « règles »	"rule" means a rule established under paragraph 46(1)(a.1) of the Federal Courts Act.		« représentant des demandeurs » Personne désignée en vertu de la présente loi pour représenter un groupe ou un sous-groupe dans le cadre d'un recours collectif.	40 « représentant des demandeurs » "representative plaintiff"

<p>“settlement class” « parties à une transaction »</p>	<p>“settlement class” means those persons who, in respect of a proceeding, constitute a settlement class under this Part.</p>		
<p>Class proceeding</p>	<p>36.3 (1) One member of a class of persons may commence a proceeding in the Court on behalf of the class members.</p>	<p>36.3 (1) Tout membre d’un groupe de personnes peut introduire une instance devant la Cour au nom des membres du groupe.</p>	<p>Recours collectif</p>
<p>Certification</p>	<p>(2) A person who commences a proceeding under subsection (1) shall make an application to the Court for a certification order certifying the proceeding as a class proceeding and, subject to subsection (4), appointing that person, or another person who on certification will be a class member, as the representative plaintiff.</p>	<p>(2) La personne qui introduit une instance en vertu du paragraphe (1) demande à la Cour une ordonnance de certification et, sous réserve du paragraphe (4), la nomination d’une personne comme représentant des demandeurs, soit elle-même ou une autre personne qui sera membre du groupe à compter de la certification.</p>	<p>Certification</p>
<p>Time limit</p>	<p>(3) An application under subsection (2) shall be made</p> <p>(a) within 90 days after the later of</p> <p>(i) the day on which the statement of defence was served, and</p> <p>(ii) the day on which the time prescribed by the rules for service of the statement of defence expires without its being served; or</p> <p>(b) with leave of the Court, within any other time prescribed by the Court.</p>	<p>(3) La demande visée au paragraphe (2) est faite :</p> <p>a) soit dans les quatre-vingt-dix jours suivant celle des dates suivantes qui est postérieure à l’autre :</p> <p>(i) la date de la signification de la défense,</p> <p>(ii) la date limite prescrite par les règles pour la signification de la défense, si la défense n’est pas signifiée à cette date;</p> <p>b) soit, avec l’autorisation de la Cour, dans tout autre délai que fixe la Cour.</p>	<p>Délai</p>
<p>Other representative</p>	<p>(4) Notwithstanding subsection (2), the Court may appoint a person who is not a class member as the representative plaintiff if, in the opinion of the Court, doing so will avoid a substantial injustice to the class and would be appropriate in the circumstances.</p>	<p>(4) Malgré le paragraphe (2), la Cour peut, pour éviter qu’une grave injustice ne soit causée au groupe et si elle l’estime indiqué dans les circonstances, nommer comme représentant des demandeurs une personne qui n’est pas membre du groupe.</p>	<p>Autre représentant</p>
<p>Non-profit organization as representative</p>	<p>(5) The Court may, where the Court considers it appropriate, appoint as a representative plaintiff a non-profit organization that is incorporated.</p>	<p>(5) Si elle le juge indiqué, la Cour peut nommer comme représentant des demandeurs une organisation sans but lucratif constituée en personne morale.</p>	<p>Organisme sans but lucratif</p>
<p>Certification after settlement of proceeding</p>	<p>36.4 Where a plaintiff reaches a settlement with a defendant in respect of a proceeding before the proceeding is certified, but certification is being sought as a condition of the settlement for the purpose of imposing the settlement on persons who will be class members in respect of the proceeding if the proceeding is certified, those persons, on</p>	<p>36.4 Si, avant qu’une instance soit certifiée, le demandeur conclut avec le défendeur une transaction qui requiert la certification pour être opposable aux personnes qui seront membres du groupe à compter de la certification, ces personnes deviennent parties à la transaction dès que la certification est demandée.</p>	<p>Certification postérieure à une transaction</p>

commencement of the application for certification, constitute a settlement class with respect to the proceeding for which certification is being sought.

Class certification

36.5 (1) The Court may make a certification order if the Court is satisfied that

(a) the pleadings disclose a cause of action;

(b) there is an identifiable class of two or more persons;

(c) the claims of the prospective class members raise a common issue, whether or not the common issue predominates over issues affecting only individual prospective class members;

(d) a class proceeding would be preferable for the fair and efficient resolution of the common issue; and

(e) there is a person eligible to be appointed as a representative plaintiff who, in the opinion of the Court,

(i) will fairly and adequately represent the interests of the class,

(ii) has produced a plan for the proceeding that sets out a workable method of advancing the proceeding on behalf of the class and of notifying class members of the proceeding, and

(iii) does not have, in respect of the common issue, an interest that is in conflict with the interests of any other prospective class member.

36.5 (1) La Cour peut rendre une ordonnance de certification si elle est convaincue que les conditions suivantes sont réunies :

a) les actes de procédure révèlent une cause d'action;

b) il existe un groupe identifiable de deux ou plusieurs personnes;

c) les demandes des membres éventuels du groupe soulèvent une question commune, que cette question prédomine ou non les questions intéressant seulement certains membres éventuels du groupe;

d) le recours collectif serait le meilleur moyen de régler la question commune de façon équitable et efficace;

e) il y a une personne qui possède les qualités requises pour être nommée représentant des demandeurs et, de l'avis de la Cour, cette personne :

(i) représentera de façon équitable et appropriée les intérêts du groupe,

(ii) a présenté un plan qui propose une méthode efficace pour faire avancer l'instance au nom du groupe et aviser les membres du groupe de l'instance,

(iii) n'a pas de conflit d'intérêts avec d'autres membres éventuels du groupe en ce qui concerne la question commune.

Certification du groupe

Court determination

(2) In determining whether a class proceeding would be preferable for the fair and efficient resolution of the common issue, the Court may consider any matter that, in the opinion of the Court, is relevant to making that determination.

(2) Pour déterminer si le recours collectif est le meilleur moyen de régler de façon équitable et efficace la question commune, la Cour peut examiner toute question qu'elle estime pertinente à cette fin.

Questions à examiner

Certain matters not bar to certification

36.6 In determining whether a proceeding is to be certified, the Court shall not refuse certification by reason only of one or more of the following:

36.6 Lorsqu'elle détermine si une instance peut être certifiée, la Cour ne peut refuser la certification en se fondant uniquement sur l'un ou plusieurs des motifs suivants :

Questions n'empêchant pas la certification

	<p>(a) the relief claimed includes a claim for damages that would require individual assessment after determination of the common issue;</p> <p>(b) the relief claimed relates to separate contracts involving different prospective class members;</p> <p>(c) different remedies are sought for different prospective class members; and</p> <p>(d) the number of prospective class members or the identity of each prospective class member has not been ascertained or may not be ascertainable.</p>	<p>a) les mesures de redressement demandées comprennent une demande de dommages-intérêts qui exigerait, une fois la question commune décidée, une évaluation individuelle;</p> <p>b) les mesures de redressement demandées portent sur des contrats distincts concernant différents membres éventuels du groupe;</p> <p>c) des mesures correctives différentes sont demandées pour différents membres éventuels du groupe;</p> <p>d) le nombre de membres éventuels du groupe ou l'identité de chaque membre éventuel n'a pas été établi ou ne peut pas l'être.</p>	
<p>Certification order</p>	<p>36.7 (1) Where the Court makes a certification order, the Court may include in the order any provision that it considers appropriate, but shall at least</p> <p>(a) describe the class in respect of which the order is made by setting out the class's identifying characteristics;</p> <p>(b) appoint the representative plaintiff for the class;</p> <p>(c) state the nature of the claims asserted on behalf of the class;</p> <p>(d) state the relief sought by the class;</p> <p>(e) set out the common issue or issues for the class; and</p> <p>(f) state the manner in which and the time within which a class member may opt out of the proceeding.</p>	<p>36.7 (1) La Cour peut inclure dans une ordonnance de certification toute disposition qu'elle juge indiquée, mais elle doit dans tous les cas :</p> <p>a) décrire le groupe visé par l'ordonnance en précisant ses traits caractéristiques;</p> <p>b) nommer le représentant des demandeurs pour le groupe;</p> <p>c) indiquer la nature des demandes présentées au nom du groupe;</p> <p>d) indiquer les mesures de redressement demandées par le groupe;</p> <p>e) énoncer la ou les questions communes du groupe;</p> <p>f) préciser la façon dont les membres du groupe peuvent se retirer de l'instance et la date limite pour le faire.</p>	<p>Ordonnance de certification</p>
<p>Settlement class</p>	<p>(2) Where a certification order is made for the purpose of binding a settlement class, the Court may, as the Court considers appropriate, modify what is required to be included in the order.</p>	<p>(2) Si une ordonnance de certification vise à lier les parties à une transaction, la Cour peut modifier comme elle le juge indiqué les dispositions qui doivent y figurer.</p>	<p>Parties à une transaction</p>
<p>Amending order</p>	<p>(3) The Court may at any time amend a certification order on the application of a party or class member or on the Court's own motion.</p>	<p>(3) La Cour peut modifier une ordonnance de certification à la demande d'une partie, d'un membre du groupe ou de sa propre initiative.</p>	<p>Modification de l'ordonnance</p>
<p>Refusal to certify</p>	<p>36.8 If the Court refuses to make a certification order, the Court may permit the proceeding to continue as one or more</p>	<p>36.8 Si elle refuse de rendre une ordonnance de certification, la Cour peut autoriser la continuation de l'instance sous forme d'une ou</p>	<p>Refus de certifier</p>

	<p>proceedings between different parties and, for that purpose, may do one or more of the following:</p> <p>(a) order the addition, deletion or substitution of parties;</p> <p>(b) order the amendment of the pleadings; and</p> <p>(c) make any other order, not referred to in paragraph (a) or (b), that the Court considers appropriate.</p>	<p>de plusieurs instances entre différentes parties et, à cette fin, elle peut :</p> <p>a) ordonner l'adjonction, la radiation ou la substitution de parties;</p> <p>b) ordonner la modification des actes de procédure;</p> <p>c) rendre toute autre ordonnance non prévue aux alinéas a) ou b) qu'elle estime appropriée.</p>	
Stages of class proceedings	<p>36.9 (1) In the conduct of a class proceeding,</p> <p>(a) common issues for a class shall be determined together; and</p> <p>(b) individual issues that require the participation of individual class members are to be determined individually in accordance with the rules or the directions of the Court.</p>	<p>36.9 (1) Dans un recours collectif :</p> <p>a) les questions communes du groupe sont décidées ensemble;</p> <p>b) les questions individuelles nécessitant la participation, à titre individuel, de membres du groupe sont décidées individuellement,</p>	<p>10 Organisation du recours collectif</p>
Common and separate issues	<p>(2) The Court may give judgment in respect of the common issues and separate judgments in respect of any other issue.</p>	<p>(2) La Cour peut rendre un jugement sur les questions communes et des jugements distincts sur les autres questions en litige.</p>	<p>20 Questions communes et distinctes</p>
Court may determine conduct of proceeding	<p>36.91 (1) The Court may at any time make any order it considers appropriate respecting the conduct of a class proceeding to ensure the fair and expeditious determination of the proceeding and, for that purpose, may impose on one or more of the parties any terms or conditions that the Court considers appropriate.</p>	<p>36.91 (1) La Cour peut, en vue d'assurer un règlement juste et expéditif du recours collectif, rendre au sujet du déroulement de celui-ci toute ordonnance qu'elle estime appropriée et imposer aux parties ou à l'une d'elles les conditions qu'elle estime indiquées.</p>	<p>25 Ordonnance relative au déroulement de l'instance</p>
Change of representative	<p>(2) If the Court is of the opinion that a representative plaintiff is not fairly or adequately representing the interests of the class, the Court may substitute another class member or any other person as the representative plaintiff.</p>	<p>(2) Si elle est d'avis qu'un représentant des demandeurs ne représente pas de façon équitable et adéquate les intérêts du groupe, la Cour peut le remplacer comme représentant des demandeurs par un autre membre du groupe ou par une autre personne.</p>	<p>30 Remplacement du représentant des demandeurs</p>
Court may stay any other proceeding	<p>36.92 The Court may at any time stay or sever any proceeding related to the class proceeding on any terms or conditions that the Court considers appropriate.</p>	<p>36.92 La Cour peut, aux conditions qu'elle estime appropriées, surseoir à une instance liée au recours collectif ou la disjoindre du recours collectif.</p>	<p>40 Sursis des autres instances</p>

Applications

36.93 The judge of the Court who makes a certification order shall hear all the applications in the class proceeding that take place prior to the trial of the common issues, but if that judge for any reason becomes unavailable to hear an application, the Chief Justice of the Court may assign another judge of the Court to hear the application.

36.93 Le juge de la Cour qui rend une ordonnance de certification entend toutes les demandes figurant au recours collectif avant l'instruction des questions communes, mais s'il n'est plus disponible pour quelque raison que ce soit, le juge en chef de la Cour peut charger un autre juge de l'audition des demandes.

Requêtes

RELATED AMENDMENT

MODIFICATION CORRÉLATIVE

R.S., c. F-7;
2002, c. 8,
s. 14

Federal Courts Act

Loi sur les Cours fédérales

L.R., ch. F-7;
2002, ch. 8,
art. 14

7. Subsection 46(1) of the *Federal Courts Act* is amended by adding the following after paragraph (a):

7. Le paragraphe 46(1) de la *Loi sur les Cours fédérales* est modifié par adjonction, après l'alinéa a), de ce qui suit :

- (a.1) for establishing the procedure by which a class proceeding under the *Competition Act* may be brought and conducted, including, without restricting the generality of the foregoing, 15
- (i) the naming and identification of the plaintiffs in the class, 15
 - (ii) the recognition of a representative plaintiff for a class, 20
 - (iii) the approval by the court of contingency fees, 20
 - (iv) notices, 25
 - (v) discoveries, 25
 - (vi) the right to opt in and out of a class, 25 and
 - (vii) procedures for the approval and recognition of a settlement; 25

- a.1) prévoir la procédure d'introduction et d'instruction d'un recours collectif en vertu de la *Loi sur la concurrence*, notamment : 15
- (i) la désignation et l'identification des demandeurs du groupe, 15
 - (ii) la désignation d'un représentant des demandeurs, 20
 - (iii) l'approbation d'honoraires conditionnels, 20
 - (iv) les avis, 20
 - (v) les interrogatoires préalables, 20
 - (vi) le droit de joindre ou de quitter le groupe, 20
 - (vii) les procédures d'approbation et de confirmation d'une transaction; 25